

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATANITI 25. — N° 52.

TE VEA NO TAHITI. Mahana pae 26 tetema 1879.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Un an 10 fr. Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à l'Imprimeur du Gouvernement.

Trois mois 5 fr. Avis administratifs.

Un numéro 10 centimes.

INSTRUMENT DE GOUVERNEMENT.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté : complétant l'article 66 de l'arrêté du 10 décembre 1874 sur les contributions directes ; rendant extérieures deux rôles supplémentaires aux Tuamotu : — relatif au remboursement des jésuites au profit de la cause de l'ordre catholique ; — décrétant l'effet du caractère mariage ; — au sujet des décretives accordées divers exercices. — Ordinance portant remplacement de celui de l'obligation. — Avis administratif.

PARTIE NON OFFICIELLE. — L'édition quotidienne. — Nouvelles de l'Estuaire — les îles Fakarava, — le lac de Branswick. — Mouvements commerciaux. — Mouvements du port. — Annonces. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 66 de l'arrêté du 10 décembre 1874 sur les contributions directes des Etablissements français de l'Océanie et les îles du Pacifique ;

Attendu que du mauvais volonté et des difficultés apportées au recouvrement des contributions directes par les Chinois et Océaniens étrangers, il résulte la nécessité de revoir, en ce qui concerne, aux termes des articles 56, 62 et suivants de l'arrêté du 12 décembre 1861 sur la matière ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance royale du 28 avril 1843 :

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. L'article 66 de l'arrêté du 10 décembre 1874 est complété par les dispositions suivantes :

« A défaut de paiement par les contribuables sous-finances dans les 24 heures qui suivent la communication ci-dessus, ils seront poursuivis par corps et détenuus jusqu'à leur remise au service, et aussi longtemps qu'il y aura de la place, dans les institutions unies pour les dettes de l'Etat ;

« La contribution par corps sera décrétée sur la réquisition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

« A cet effet, la liste des rétardataires devra être renseignée par le receveur de l'impôt au chef des contribuables, qui lui en donnera récépissé pour la décharge de sa responsabilité ;

« La somme des contributions resté chargé, si caution n'est offerte et agréée, se préparera la réquisition à adresser au procureur de la République pour l'arrestation des contribuables en retard ;

« Chaque journée de travail ou chaque tierce partie d'une journée de travail libérera le contribuable de la somme de cinquante centimes ;

« A la fin de la même, il sera remis au contribuable le récépissé délivré par le chef du service des contributions, visé par l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, constatant qu'il s'est libéré en travail. »

Art. 2. Le présent arrêté sera mis à exécution à compter du 1^{er} janvier 1880.

Art. 3. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et le Procureur de la République, chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au *Messager* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 19 décembre 1879.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur. — Le Procureur de la République, chef du Service judiciaire.

HENRY JOYAU.

C. DOMANY.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu les articles 41, 42, 43 et 60 de l'arrêté du 10 décembre 1874 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'article 3 de l'arrêté de même date sur les contributions indirectes ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ?

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire des Tuamotu pour le 2^e trimestre 1879, s'élevant à la somme de deux cents francs ; savoir :

Contribution des patentes 200 *

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 19 décembre 1879.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

HENRY JOYAU.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu les articles 41, 42, 43 et 60 de l'arrêté du 10 décembre 1874 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'article 3 de l'arrêté de même date sur les contributions indirectes ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire des Tuamotu pour le 3^e trimestre 1879, s'élevant à la somme de mille trois cent quatre-vingt cinq francs ; savoir :

Contribution personnelle 60 *
des patentes 1.325 *
Total 1.385 *

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 19 décembre 1879.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

HENRY JOYAU.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté du 22 avril 1863 créant une salle d'indigents à l'hôpital militaire de Papeete, ensemble la dépêche ministérielle du 13 février 1865 approuvant cette mesure ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1877 portant création d'un dispensaire à Papeete ;

Vu les prix moyens de revient de la journée de traitement à l'hôpital militaire réduits des exemptions générales de l'établissement productif pour les années 1874, 1875, 1876, 1877 et 1878 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Le remboursement au service Colonial des journées de traitement dues par les autres services de la colonie qui enverront leurs malades à l'hôpital, pour les marins du commerce et pour les particuliers autorisés à se faire traiter à leurs frais dans cet établissement, sera effectué sur les prix ci-après indiqués pendant l'année 1880 :

	Pris nécessaires sous réglement en fonction du prix de revient réel de la journée	Pris déduit
Services publics		
Journées d'officiers 14 70	*	*
de malades ordinaires 10 95	*	*
Détenus, indigents, et femmes traitées au dispensaire 6	00	4 00
Marins du commerce et particuliers.		
Journée d'officiers 14 70	*	*
de malades ordinaires 10 95	*	*

Art. 2. Sont maintenues dans leur ensemble les dispositions insérées dans les précédents arrêtés sur la matière, relativement aux formalités à remplir pour les particuliers traités à l'hôpital.

Art. 3. Les frais de sépulture, y compris ceux de la cérémonie religieuse des inhumations, sont uniformément fixés à quatre-vingts francs.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 19 décembre 1879.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur.

HENRY JOYAU.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la demande formulée par les nommés : 1^{er} Teiaga a Ari et dame Rima a Rakau ; 2^e Pate a Tessi et dame Metua a Taue ; 3^e Apura a Tekanu ; et dame Tuanga a Aruti, à l'effet d'être autorisés à contracter mariage ;

Vu les décrets des 14 juillet 1861, 25 novembre 1865 et l'arrêté du

4 avril 1866 ;

Attendu que les pièces à l'appui des demandes sont suffisantes ;

Sur le rapport du Chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

- AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**
- Art. 1^e. Consentement à l'effet de contracter mariage est donné :
1^o Aïeuse Tainga a Ari et dame Rima a Eakan;
2^o Misionate Pete a Tensi et dame Metua a Tame;
- Art. 2^e. Apres a Tekau et dame Tainga a Aruti.
- Art. 3^e. Expdition du présent arrêté sera annexée au registre de l'arrondissement sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration des mariages.
- Art. 4^e. Le Chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, inséré, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 19 décembre 1879.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

C. DEMANT.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu les états des décharges, réductions, rentrées ou modérations des contributions personnelles, mobilières et des patentes accordées en Conseil d'administration dans sa séance du 19 du courant;

Vu le titre III, section 2, de l'arrêté local du 10 décembre 1874;

Vu l'arrêté 234 du décret du 26 septembre 1855;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Le trésorier-payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements accordés sur les Exercices 1874, 1875, 1877, 1878 et 1879, s'élevant ensemble à la somme de treize mille huit cent vingt-quatre francs soixante-douze centimes; savoir :

TARIF ET MODÈRE.

Contributions.				
Personnelle.	Mobilière.	des Patentes.	Pratique mobile.	Totaux.
Exercice 1874	— 175 n.	—	—	175 n.
— 1875	— 225 n.	— 9 x	—	259 n.
— 1877	1,000	— 6 x	—	1,006 n.
— 1878	9,800	— 6 x	—	9,867 28
— 1879	2,610 n.	— 6 x	—	2,687 59
Totaux...	7,955 n.	15 n.	3,008 78	13,882 78

Le présent arrêté et les états récapitulatifs seront mis à l'appui de sa comparabilité.

Art. 2^e. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et entreposé partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel de la colonie*.

Papeete, le 22 décembre 1879.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

HENRY JOTEAU.

Nous, POMARE V, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire de la République.

Va l'état de démission notoire dans lequel se trouve le sieur Vehiatua a Vehiatua, chef du district de Teahupoo ;

Va le loi du 22 mars 1852 ;

Attendu que le sieur Tariria a Vehiatua est membre de la famille dans laquelle la charge de chef est hérititaire.

ORONNEMENT :

Le sieur Tariria a Vehiatua est nommé chef du district de Teahupoo, en remplacement de Vehiatua a Vehiatua, qui est relevé de ses fonctions pour cause de sauté.

Papeete, le 24 décembre 1879.

F. PLANCHE.

TE FAUKE REI :

Un fanfaron bia to itata ra o Tariria a Vehiatua et iavans to te matanea ra te Teahupoo, ei monoo ja Vehiatua a Vehiatua, o tei rava bia mai te toro ne te rano.

Papeete, le 24 du même 1879.

POMARE V.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Service des Contributions.

MM. les négociants et patentés de toutes classes et de toutes catégories qui seraient dans l'intention de cesser leur commerce ou industrie, sont invités à en faire la déclaration au bureau des contributions avant le 1^{er} janvier 1880.

Faute par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à écourir au rôle des contributions de l'année prochaine.

Merchants and persons holding patents of any class or category who have the intention of leaving off their business or industry, are requested to make a declaration to that effect at the Bureau des Contributions before the 1st of January, 1880.

In case they do not conform to the present notice, they will continue on the list of contributions for next year.

Te fei heo tona este maia taiaus 'ou e parau faiau ta ratou no te han rao tao e te rava raa chiria, o tei opuu e faianu i te ratou hoo, raa inoa e te rava raa chiria, te parau 'ia no ratou e faianu mai i te reira parau i te piha toros no te monu moiau i mao i te i te no teanau 1880.

Mai te meia i ore ratou ia haapio mai i teiendu parau faianu e vao mai no te ratou mai fai i nia e mai parau faianu raa monu no te instabili i mai nei.

DIRECTION DES AFFAIRES INDIGÈNES

La Direction des Affaires indigènes prévient qu'elle est dans l'intérêt de l'Administration de faire circuler certains objets de classe nécessaires aux écoles des districts pendant l'année 1881.

Les personnes qui voudraient traiter sont informées qu'elles trouveront tous les renseignements aux bureaux de la direction et que les offres seront reçues jusqu'au 10 janvier prochain.

PARTIE NON OFFICIELLE

Papeete, le 26 décembre 1879.

Le calendrier de Tahiti pour l'année courante (1879) dit, dans les notes sur les éclipses qui le terminent : « Aucune de ces éclipses n'est visible à Tahiti ni dans aucune des îles de la Société. »

C'est une erreur. L'éclipse de lune du 24 décembre (dimanche prochain) est visible en partie à Tahiti.

Les phases de cette éclipse ont lieu :

	h.	m.	s.
Entrée dans l'ombre	3	51.1	du matin.
Sortie dans l'ombre (éclipse)	5	39.2	id.
Milieu de l'éclipse	4	16.7	id.
Sortie de l'ombre (de l'éclipse)	4	16.7	id.

Le soleil se levant ce jour un peu avant cinq heures et demie, il faudra attendre au commencement de l'éclipse ; mais la lune ne se couche qu'à 6 heures 35 minutes, et comme sa lumière ne la fait pas disparaître, l'éclipse est réellement visible jusqu'à un peu au-delà de son milieu.

C'est une petite éclipse : l'ombre de la terre ne couvre que 1.167 ou presque exactement le sixième du diamètre de la lune ; au moment de son couche, elle se trouve dans sa plus grande partie.

Le couche de la lune ce jour, sur l'horizon de la mer, à droite de l'île de Moorea. Ce sera un chose assez curieuse de voir la lune éclipsée en plein jour. Malheureusement le ciel presque toujours couvert dans cette saison, rend peu probable que cet intéressant phénomène soit distinctement visible.

A. J. K.

Nouvelles de l'extérieur.

Le journal *La Nouvelle-Calédonie* du 12 novembre, reçu par le trois-mâts-barque français *Océanie*, arrivé à Papeete lundi 22 décembre, contient les dépêches télégraphiques qui suivent :

Saint-Pétersbourg, 30 octobre. — Le gouvernement a résolu de renforcer sa flotte dans le Pacifique, et deux croiseurs qui avaient été armés récemment ont fait voile pour cette station.

Paris, 11 octobre. — Le gouvernement a décidé officiellement Don Carlos d'expulser de l'empire toutes les démonstrations politiques qui ont considéré comme calculées pour interrompre les relations amicales qui existent entre la France et l'Espagne.

Naples, 31 octobre. — On craint une éruption du Vénus.

Tirnova, 1^{er} novembre. — Il est dit de bonne source qu'une alliance offensive et défensive a été conclue entre la Serbie et la principauté de la Bulgarie.

Berlin, 1^{er} novembre. — Le déficit dans le budget prussien s'élève à 50,000,000 de mares. À l'ouverture du Parlement, l'empereur a annoncé qu'un emprunt serait fait.

Londres, 2 novembre. — Un télégramme de Saint-Pétersbourg annonce que les ateliers de l'arsenal sont occupés jour et nuit à fabriquer des armes, et que le gouvernement a ordonné une suspension de tout les travaux publics.

Londres, 2 novembre. — Le Shah de Perse a refusé à l'expédition russe plusieurs de ses procurés des provisions en Perse.

Londres, 3 novembre. — Le marquis de Salisbury a envoyé une dépêche préemptoire à la Porte pour la presser d'accomplir des réformes en Asie-Mineure.

Constantinople, 2 novembre. — L'escadre anglaise de la Méditerranée a reçu l'ordre de se rendre à Wora.

Londres, 5 novembre. — Le comte de Schouvaloff, ambassadeur de Russie à Londres, a été rappelé.

Le rendement des impôts en France.

Le *Journal officiel* vient de publier le relevé du produit des impôts pour le premier semestre de l'année 1879. Il n'y a aucune exagération à dire que la marche des revenus publics dépasse tout ce qu'il était permis d'espérer.

Les contributions directes, diminution des frais de portuaires, propriétés de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, augmentation considérable du produit des impôts indirects sur les évaluations budgétaires et sur les recouvrements du premier semestre de 1878, rendent cruamente des taxes postales et télégraphiques, malgré l'abaissement des tarifs, tels sont les traits qui caractérisent notre situation fiscale...

Ces faits sont trop significatifs pour qu'il soit nécessaire d'en signaler l'importance ; ils attestent la vitalité de la France, et montrent que, malgré les crises des pays étrangers, notre activité économique est loin de décliner.

Il faut examiner les finances de toute l'Europe : on ne citera malheureusement que celles de l'Angleterre au point de vue budgétaire, dans l'état actuel des choses, conditions dans la République française.

Le progrès du rendement des impôts est surtout satisfaisant, en ce qu'il inspire pleine confiance pour l'avenir ; il est évident que nous aurons non seulement toutes les ressources indispensables à l'exécution des grands travaux publics que vient de voter la Chambre, mais encore des disponibilités considérables qui faciliteront de nombreux dégrèvements.

Du 1^{er} janvier au 30 juin, les recouvrements opérés sur les contributions directes se sont élevés à 34,087,000 francs.

Ces recouvrements ont dépassé les échéances du premier semestre de 1878, une augmentation de 7 centimes de denier.

Pour la période que nous examinons, l'impôt de 3 6/0 sur le ré-

